

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204642]

18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon insérant des dispositions relatives à l'aide aux Gens du voyage dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réforme institutionnelle, l'article 20;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 149/2, 149/3, 5^o, 149/5, alinéa 2, 149/6, alinéa 2, 149/7, alinéa 3, 149/9, alinéas 1^{er} et 3, 149/10, alinéas 1^{er} et 3, et 149/11, insérés par le décret du 28 avril 2014 et remplacés par le décret du 2 mai 2019 relatif à l'aide aux Gens du voyage modifiant la Deuxième partie, Livre 1^{er}, Titre VII, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} juillet 1982 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux provinces, aux communes, aux agglomérations, fédérations et associations de communes et aux pouvoirs subordonnés, en vue de l'acquisition, de l'aménagement et de l'extension de terrains de campement en faveur des nomades;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 février 2019;

Vu le rapport du 11 février 2019 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 14 mars 2019;

Vu l'avis n^o 66.127 /4 du Conseil d'Etat, donné le 5 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis n^o 1430 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 25 mars 2019;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans le Livre II de la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un Titre VIII, comportant les articles 235/12 à 235/21, rédigé comme suit :

« **TITRE IX. — Aide aux Gens du voyage**

CHAPITRE 1^{er}. — *Organisme spécialisé en médiation des Gens du voyage*

Section 1. — Agrément

Sous-section 1. — Condition d'octroi

Art. 235/12. L'organisme spécialisé en médiation des Gens du voyage dispose d'une équipe comprenant au moins un directeur de niveau master, de deux équivalents temps plein de niveau minimum bachelier et de trois équivalents temps plein administratif de niveau minimum secondaire supérieur.

Sous-section 2. — Procédure d'octroi

Art. 235/13. La demande d'agrément est introduite auprès de l'administration et pour le premier agrément, au plus tard le 31 août 2019.

Le dossier de demande comprend conformément à l'article 149/5 du CWASS :

1^o l'identité de la personne représentant l'association ou la fondation telle que visée à l'article 149/3, 1^o, du Code décretaal et la description de la composition des organes d'administration de celle-ci;

2^o les statuts de l'association ou de la Fondation ainsi que les derniers comptes annuels approuvés;

3^o le siège d'activité de l'association ou de la fondation telle que visée à l'article 149/3, 1^o, du Code décretaal;

4^o les noms, titres, diplômes et qualifications ainsi que les fonctions des membres du personnel et bénévoles;

5^o une description de mise en œuvre des missions visées à l'article 149/4 du Code décretaal;

6^o le rapport d'activités des trois dernières années tel que visé à l'article 149/3, 4^o, du Code décretaal.

Art. 235/14. Dans les dix jours de la réception de la demande, l'Administration envoie un accusé de réception.

L'Administration vérifie si la demande est complète et, au besoin, réclame, dans les trente jours de la réception de la demande, les pièces ou informations manquantes.

Dans l'hypothèse où il n'est pas donné suite à la demande de l'Administration dans un délai de trente jours, la demande d'agrément est déclarée irrecevable.

Dans les trente jours de la réception de la demande ou, au cas où l'Administration a réclamé à l'organisme des pièces ou informations manquantes, dans les dix jours de la réception de celles-ci, l'Administration informe l'organisme par envoi que la demande est complète et recevable.

Lorsque les données nécessaires à l'examen de la demande d'agrément sont disponibles auprès de sources authentiques, l'Administration collecte ces données directement auprès de sources authentiques et en informe le demandeur.

Dans l'hypothèse où une seule demande est complète et recevable, l'Administration vérifie les conditions d'agrément prévues à l'article 149/3 du Code et transmet le dossier au Ministre. Dans l'hypothèse où plusieurs demandes sont complètes et recevables, l'Administration transmet les dossiers aux membres du jury.

Art. 235/15. Dans le cas visé à l'article 149/6, alinéa 2, du Code décrétal, l'Administration convoque un jury dont la composition est la suivante :

- 1° un représentant du Ministre;
- 2° un représentant de l'administration;
- 3° un représentant de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie.

Le jury peut inviter toute personne dont l'expertise est utile à la sélection.

Art. 235/16. Le Ministre statue sur la demande dans le mois à partir de la réception de l'avis du jury ou de la réception du dossier envoyé par l'Administration.

La décision est notifiée par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Sous-section 3. — Retrait

Art. 235/17. En cas de non-respect des dispositions fixées au Titre VII, du Livre 1^{er}, de la deuxième partie du Code décrétal, ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci, l'Administration adresse une proposition de retrait d'agrément à l'organisme visé à l'article 149/2 du Code décrétal, par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

La proposition de retrait indique les motifs le justifiant.

L'organisme dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de retrait pour transmettre ses observations écrites à l'Administration.

L'Administration complète le dossier par les observations écrites, par tout renseignement et document utile qu'elle recueille, et par le procès-verbal d'audition du représentant de l'organisme. Le dossier complet est transféré au représentant de l'organisme.

A cette fin, elle convoque le représentant de l'organisme par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, en indiquant le lieu et l'heure de l'audition.

La convocation indique la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

La décision de retrait est notifiée à l'organisme par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Section 2. — Subventionnement

Art. 235/18. § 1^{er}. Pour le personnel de l'équipe visée à l'article 235/1, le montant de la subvention équivaut aux frais de personnel selon les barèmes repris en annexe 139.

La part de la subvention justifiée par les charges de sécurité sociale patronale, celles relatives au pécule de vacances, à la prime de fin d'année et aux autres frais divers liés aux obligations légales relatives au personnel, est plafonnée à cinquante pour cent du salaire brut.

§ 2. Les frais de fonctionnement afférents aux missions de l'organisme sont pris en considération dans la mesure où ils n'excèdent pas 35.000 euros par an.

§ 3. Pour les subventions qui constituent des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

Pour les subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

CHAPITRE II. — Accueil des Gens du voyage

Art. 235/19. Les modèles de règlements d'ordre intérieur pour les aires d'accueil et les aires temporaires sont repris à l'annexe 140.

Art. 235/20. Le modèle de demande d'autorisation pour les aires temporaires qui ne sont pas gérées par les communes est repris en annexe 141.

CHAPITRE III. — Subventionnement des communes

Art. 235/21. Est allouée aux communes disposant d'une aire d'accueil une subvention annuelle de 30 000 euros.

La subvention couvre des dépenses en matière de personnel et de frais de fonctionnement. Pour celle-ci, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Pour bénéficier de cette subvention, les communes introduisent pour le 31 août de l'année qui précède l'exercice budgétaire une demande de subvention selon le modèle repris en annexe 142 ainsi qu'un budget prévisionnel indiquant les différentes charges pour la période pour laquelle la subvention est demandée.

Outre le dossier justificatif visé à l'article 12/2, les communes fournissent un récapitulatif statistique des groupes accueillis au cours de l'année civile. Le Ministre fixe les données minimales reprises dans ce récapitulatif. ».

Art. 3. Dans le même Code, sont insérées quatre annexes 139 à 142 qui sont jointes en annexe 1^{re} à 4 au présent arrêté.

Art. 4. L'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 1^{er} juillet 1982 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux provinces, aux communes, agglomérations, fédérations et associations de communes et aux pouvoirs subordonnés, en vue de l'acquisition, de l'aménagement et de l'extension de terrains de campement en faveur des nomades, est abrogé.

Art. 5. La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Annexe 1

" Annexe 139 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Barèmes applicables à la subvention définie à l'article 235/8

1° Barème de directeur

Ancienneté Barème	annuel non indexé
0	22.170,73 euros
1	23.257,00 euros
2	23.257,00 euros
3	24.230,01 euros
4	24.230,01 euros
5	25.203,01 euros
6	25.203,01 euros
7	26.176,02 euros
8	26.176,02 euros
9	27.149,03 euros
10	27.511,05 euros
11	28.484,06 euros
12	28.484,06 euros
13	29.457,06 euros
14	29.457,06 euros
15	30.430,07 euros
16	30.430,07 euros
17	31.403,08 euros
18	31.403,08 euros
19	32.376,08 euros
20	32.376,08 euros
21	33.349,12 euros
22	33.349,12 euros
23	34.322,12 euros

2° Barème de bachelier

Ancienneté	Barème annuel non indexé
0	16.462,78 euros
1	17.661,12 euros
2	17.661,12 euros
3	18.193,62 euros
4	18.193,62 euros
5	18.726,12 euros
6	18.726,12 euros
7	21.341,10 euros
8	21.341,10 euros
9	21.884,14 euros
10	22.246,14 euros
11	22.789,20 euros

Ancienneté	Barème annuel non indexé
12	22.789,20 euros
13	23.332,23 euros
14	23.332,23 euros
15	23.875,27 euros
16	25.745,85 euros
17	26.288,89 euros
18	26.288,89 euros
19	26.831,92 euros
20	26.831,92 euros
21	27.374,98 euros
22	27.374,98 euros
23	27.918,02 euros
24	27.918,02 euros
25	28.461,08 euros
26	28.461,08 euros
27	29.004,11 euros

3° Barème agent administratif

Ancienneté	Barème annuel non indexé
0	13.701,00 €
1	14.854,77 €
2	14.983,28 €
3	15.111,76 €
4	15.240,27 €
5	15.368,78 €
6	15.679,39 €
7	15.990,00 €
8	16.300,61 €
9	16.611,20 €
10	17.276,86 €
11	17.587,48 €
12	17.898,09 €
13	18.208,70 €
14	18.519,28 €
15	18.829,89 €
16	19.140,50 €
17	19.455,50 €
18	19.772,24 €
19	20.088,94 €
20	20.405,70 €
21	20.722,41 €
22	21.039,14 €
23	21.355,90 €
24	21.672,61 €
25	21.989,35 €
26	22.306,05 €
27	22.622,81 €
28	22.939,52 €
29	23.256,25 €

Les barèmes sont liés à l'indice-pivot 138,01. A partir du 1^{er} janvier 2019, le coefficient multiplicateur vaut 1,7069.
 „
 Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 insérant des dispositions relatives à l'aide aux Gens du voyage dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.
 Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :
 Le Ministre-Président,
 W. BORSUS
 La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances, de la Fonction publique et
 de la Simplification administrative,
 A. GREOLI

Annexe 2

« Annexe 140 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé
 Modèle de règlement d'ordre intérieur
 Art. 1. Localisation de l'aire d'accueil
 Art. 2. Obligations des parties
 Art. 3. Durée du séjour
 Art. 4. Objet et montant des frais de séjour
 Art. 5. Exclusions et sanctions ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 insérant des dispositions relatives à l'aide aux Gens du voyage dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.
 Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :
 Le Ministre-Président,
 W. BORSUS
 La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances, de la Fonction publique et
 de la Simplification administrative,
 A. GREOLI

Annexe 3

« Annexe 141 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé
 Modèle de demande d'autorisation annuelle pour les aires temporaires qui ne sont pas gérées par les communes
 1° Identification du demandeur :
 2° Lieu d'implantation de l'aire temporaire
 Le demandeur mentionne la(es) parcelle(s) cadastrale qui font l'objet de la demande. L'accès à la voirie est également mentionné.
 Les accès à l'eau potable et à l'électricité sont également mentionnés.
 3° Capacité maximale de l'aire
 Nombre maximum de caravanes prévues sur l'aire.
 4° Durée maximale des séjours (en semaine) : ».
 Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 insérant des dispositions relatives à l'aide aux Gens du voyage dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.
 Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :
 Le Ministre-Président,
 W. BORSUS
 La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances, de la Fonction publique et
 de la Simplification administrative,
 A. GREOLI

Annexe 4

« Annexe 142 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé
 Modèle de demande de subvention pour les communes disposant d'une aire d'accueil
 1° Identification du demandeur
 Commune/Ville de.....
 2° Lieu d'implantation de l'aire d'accueil
 Rue.....
 N°
 À [CP], [localité]
 3° Année d'activité : [Année]
 4° Période d'ouverture durant l'année : du [date début] à [date fin]
 5° Budget prévisionnel en annexe

Certifié sincère et véritable,

Etabli par : (Nom - Prénom - Fonction)	Le
Signature : ».	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 insérant des dispositions relatives à l'aide aux Gens du voyage dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204642]

18 JULI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot invoeging van bepalingen betreffende de hulp aan de woonwagenbewoners in het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, de artikelen 149/2, 149/3, 5°, 149/5, tweede lid, 149/6, tweede lid, 149/7, derde lid, 149/9, eerste en derde lid, 149/10, eerste en derde lid, en 149/11, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014 en vervangen bij het decreet van 2 mei 2019 betreffende de hulp aan woonwagenbewoners tot wijziging van het tweede Deel, Boek I, Titel VII, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het besluit van de executieve van de Franse Gemeenschap van 1 juli 1982 tot vaststelling van de voorwaarden onder dewelke toelagen mogen verleend worden aan provincies, aan gemeenten, agglomeraties, federaties en verenigingen van gemeenten en aan ondergeschikte besturen, tot verkrijging, inrichting en uitbreiding van kampeerterreinen ten voordele van nomaden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 februari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 februari 2019;

Gelet op het rapport opgesteld op 11 februari 2019 overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië), gegeven op 14 maart 2019;

Gelet op advies nr. 66.127/4 van de Raad van State, gegeven op 5 juni 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 17 december 2018;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. In het tweede deel, Boek II, van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, wordt een Titel VIII die de artikelen 235/12 tot 235/21 omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

"TITEL IX. — Hulp aan de woonwagenbewoners

HOOFDSTUK 1. — *Organisme gespecialiseerd voor bemiddeling met woonwagenbewoners*

Afdeling 1. — Erkenning

Onderafdeling 1. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 235/12. Het organisme gespecialiseerd voor bemiddeling met woonwagenbewoners beschikt over een ploeg met minstens een directeur van master niveau, tweede voltijdse equivalenten van bachelor niveau en drie administratieve voltijdse equivalenten van minimum het niveau van het hoger secundair onderwijs.

Onderafdeling 2. — Erkenningsprocedure

Art. 235/13. De erkenningsaanvraag wordt bij de Administratie en voor de eerste erkenning uiterlijk op 31 augustus 2019 ingediend.

Overeenkomstig artikel 149/5 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid omvat het aanvraagdossier:

1° de identiteit van de persoon die de vereniging of de Stichting zoals bedoeld in artikel 149/3, 1°, van het decreetgevend deel van het Wetboek vertegenwoordigt, en de beschrijving van de samenstelling van de bestuursorganen ervan;

2° de statuten van de vereniging of de Stichting alsook de laatste jaarlijkse goedgekeurde rekeningen;

3° de activiteitenzetel van de vereniging of de Stichting zoals bedoeld in artikel 146/3, 1°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

4° de naam, titels, diploma's en kwalificaties alsook de functies van de personeelsleden en vrijwilligers;

5° een beschrijving van de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 149/4 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

6° het activiteitenverslag van de laatste drie jaar zoals bedoeld in artikel 149/3, 4°, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Art. 235/14. Binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag stuurt de Administratie een bericht van ontvangst.

De Administratie gaat na of de aanvraag volledig is en verzoekt, in voorkomend geval, binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag om de toezending van de ontbrekende stukken of gegevens.

Indien aan het verzoek van de Administratie niet binnen 30 dagen gevolg wordt gegeven, wordt de erkenningsaanvraag onontvankelijk verklaard.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag of binnen tien dagen, als de Administratie de instelling om de toezending van de ontbrekende stukken of gegevens heeft verzocht, deelt de Administratie de instelling per zending mee dat dat de aanvraag volledig en ontvankelijk is.

Wanneer de voor het onderzoek van de erkenningsaanvraag nodige gegevens bij authentieke bronnen beschikbaar zijn, zamelt de Administratie die gegevens rechtstreeks bij de authentieke bronnen in en verwittigt de aanvrager.

Indien slechts één aanvraag volledig en ontvankelijk is, verifieert de Administratie de in artikel 149/3 van het Wetboek bedoelde erkenningsvoorwaarden en maakt zij het dossier aan de Minister over. Indien meerdere aanvragen volledig en ontvankelijk zijn, maakt de Administratie de dossiers aan de leden van de jury over.

Art. 235/15. In het geval bedoeld in artikel 149/6, tweede lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek, roept de Administratie een jury bijeen die als volgt is samengesteld:

1° een vertegenwoordiger van de Minister;

2° een vertegenwoordiger van de Administratie;

3° een vertegenwoordiger van de "Union des villes et des Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten).

De jury kan elke persoon uitnodigen wiens expertise nuttig is voor de selectie.

Art. 235/16. De Minister beslist over de aanvraag binnen één maand te rekenen van de ontvangst van het advies van de jury of na ontvangst van het door de Administratie gezonden dossier.

De beslissing wordt bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, medegegeeld.

Onderafdeling 3. — Intrekking

Art. 235/17. In geval van niet-naleving van de bepalingen bepaald in Titel VII van Boek I van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek of van de krachtens dit Wetboek bepaalde bepalingen richt de Administratie een voorstel tot intrekking van de erkenning bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan de instelling bedoeld in artikel 149/2 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Het voorstel tot intrekking vermeldt de motieven op grond waarvan ze gerechtvaardigd wordt.

De instelling beschikt met ingang van de datum van ontvangst van het voorstel tot intrekking over een termijn van dertig dagen om haar schriftelijke opmerkingen aan de Administratie te richten.

De Administratie vult het dossier aan met de schriftelijke opmerkingen, met alle door haar ingezamelde gegevens en stukken en met het proces-verbaal van verhoor van de vertegenwoordiger van de instelling. Het volledige dossier wordt aan de vertegenwoordiger van de instelling overgemaakt.

Daartoe roept ze de vertegenwoordiger van de instelling op bij aangetekend schrijven of bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, en vermeldt ze de plaats, de dag en het uur van de hoorzitting.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

De beslissing tot intrekking wordt bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan de instelling medegegeeld.

Afdeling 2. — Subsidiëring

Art. 235/18. § 1. Voor het personeel van de in artikel 235/1 bedoelde ploeg is het bedrag van de subsidie gelijk aan de personeelskosten volgens de loonschalen bedoeld in bijlage 139.

Het deel van de subsidie gerechtvaardigd door de werkgeversbijdragen in de sociale zekerheid, evenals de kosten voor het vakantiegeld, de eindejaarspremie, de andere verscheidene onkosten en de andere wettelijke verplichtingen inzake personeelsonkosten wordt beperkt tot 50 % van het brutoloon.

§ 2. De werkingskosten voor de opdrachten van de instelling worden in aanmerking genomen voor zover ze niet meer dan euro 35.000 per jaar bedragen.

§ 3. De subsidies die bezoldigingen of daarmee gelijkgestelde kosten vormen, vallen onder de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

De subsidies ter dekking van de werkingskosten vallen onder de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

HOOFDSTUK II. — Onthaal van de woonwagenbewoners

Art. 235/19. De modellen van huishoudelijk reglement voor de onthaalplaatsen en de tijdelijke onthaalplaatsen worden in bijlage 140 vermeld.

Art. 235/20. Het model van aanvraag tot machtiging voor de tijdelijke onthaalplaatsen die niet door de gemeenten worden beheerd, wordt vermeld in bijlage 141.

HOOFDSTUK III. — *Subsidiëring van de gemeenten*

Art. 235/21. De gemeenten die over een onthaalplaats beschikken, ontvangen een jaarlijkse subsidie van 30 000 euro.

De toegekende subsidie dekt de personeelskosten en de werkingskosten. De subsidie valt onder de toepassing van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Om in aanmerking te komen voor deze subsidie, dienen de gemeenten voor 31 augustus van het jaar voor het begrotingsjaar een subsidieaanvraag volgens het in bijlage 142 vermelde model alsook een voorbegroting in, die de verschillende lasten vermeldt voor de periode waarvoor de subsidie wordt aangevraagd.

Naast het in artikel 12/2 bedoelde bewijsdossier verstrekken de gemeenten een statistisch overzicht van de groepen die tijdens het kalenderjaar zijn onthaald. De Minister bepaalt de minimale gegevens die in dit overzicht worden vermeld.”.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek worden vier bijlagen 139 tot 142 ingevoegd, die als bijlagen 1 tot 4 bij dit besluit gaan.

Art. 4. Het besluit van de executieve van de Franse Gemeenschap van 1 juli 1982 tot vaststelling van de voorwaarden onder dewelke toelagen mogen verleend worden aan provincies, aan gemeenten, agglomeraties, federaties en verenigingen van gemeenten en aan ondergeschikte besturen, tot verkrijging, inrichting en uitbreiding van kampeerterreinen ten voordele van nomaden wordt opgeheven.

Art. 5. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Bijlage 1

“Bijlage 139 bij het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid
Op de in artikel 235/8 bedoelde subsidie toepasselijke loonschaal
1° Loonschaal van directeur

Anciënniteit	Niet-geïndexeerde jaarlijkse loonschaal
0	22.170,73 euro
1	23.257,00 euro
2	23.257,00 euro
3	24.230,01 euro
4	24.230,01 euro
5	25.203,01 euro
6	25.203,01 euro
7	26.176,02 euro
8	26.176,02 euro
9	27.149,03 euro
10	27.511,05 euro
11	28.484,06 euro
12	28.484,06 euro
13	29.457,06 euro
14	29.457,06 euro
15	30.430,07 euro
16	30.430,07 euro
17	31.403,08 euro
18	31.403,08 euro
19	32.376,08 euro
20	32.376,08 euro
21	33.349,12 euro
22	33.349,12 euro
23	34.322,12 euro

2° Loonschaal van bachelor

Anciënniteit	Niet-geïndexeerde jaarlijkse loonschaal
0	16.462,78 euro
1	17.661,12 euro
2	17.661,12 euro
3	18.193,62 euro
4	18.193,62 euro
5	18.726,12 euro
6	18.726,12 euro
7	21.341,10 euro
8	21.341,10 euro
9	21.884,14 euro
10	22.246,14 euro
11	22.789,20 euro
12	22.789,20 euro
13	23.332,23 euro
14	23.332,23 euro
15	23.875,27 euro
16	25.745,85 euro
17	26.288,89 euro
18	26.288,89 euro
19	26.831,92 euro
20	26.831,92 euro
21	27.374,98 euro
22	27.374,98 euro
23	27.918,02 euro
24	27.918,02 euro
25	28.461,08 euro
26	28.461,08 euro
27	29.004,11 euro

3° Loonschaal van administratief personeelslid

Anciënniteit	Niet-geïndexeerde jaarlijkse loonschaal
0	13.701,00 €
1	14.854,77 €
2	
3	15.111,76 €
4	15.240,27 €
5	15.368,78 €
6	15.679,39 €
7	15.990,00 €
8	
9	16.611,20 €
10	17.276,86 €
11	17.587,48 €
12	17.898,09 €
13	18.208,70 €
14	18.519,28 €
15	18.829,89 €
16	19.140,50 €
17	19.455,50 €
18	19.772,24 €

Anciënniteit	Niet-geïndexeerde jaarlijkse loonschaal
19	20.088,94 €
20	20.405,70 €
21	20.722,41 €
22	21.039,14 €
23	21.355,90 €
24	21.672,61 €
25	21.989,35 €
26	22.306,05 €
27	22.622,81 €
28	22.939,52 €
29	23.256,25 €

De loonschalen zijn gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01. Vanaf 1 januari 2019 is de vermenigvuldigingscoëfficiënt gelijk aan 1,7069.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 tot invoeging van bepalingen betreffende de hulp aan de woonwagenbewoners in het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Bijlage 2

“Bijlage 140 bij het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Model van huishoudelijk reglement

Art. 1. Ligging van de onthaalplaats

Art. 2. Verplichtingen van de partijen

Art. 3. Duur van het verblijf

Art. 4. Doel en bedrag van de verblijfskosten

Art. 5. Uitsluitingen en sancties”.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 tot invoeging van bepalingen betreffende de hulp aan de woonwagenbewoners in het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Bijlage 3

“Bijlage 141 bij het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Model van aanvraag tot jaarlijkse machtiging voor de tijdelijke onthaalplaatsen die niet door de gemeenten worden beheerd

1° Identificatie van de aanvrager;

2° Vestigingsplaats van de tijdelijke onthaalplaats

De aanvrager geeft aan voor welk(e) kadastraal(e) perceel(ken) de aanvraag wordt ingediend. De toegang tot het wegenwet wordt ook vermeld.

De toegang tot drinkwater en elektriciteit wordt ook vermeld.

3° Maximale capaciteit van de onthaalplaats

Maximaal aantal geplande caravans op de onthaalplaats.

4° Maximale verblijfsduur (weekdagen): ”.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 tot invoeging van bepalingen betreffende de hulp aan de woonwagengewoners in het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

Bijlage 4

”Bijlage 142 bij het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Model van subsidieaanvraag voor de gemeenten die over een onthaalplaats beschikken

1° Identificatie van de aanvrager

Gemeente/Stad.....

2° Vestigingsplaats van de onthaalplaats

Straat :

Nr.:

Te [postcode], [gemeente]

3° Werkjaar : [Jaar]

4° Openingsperiode tijdens het jaar: van [datum begin] tot [datum einde]

5° Bijgaande voorbegroting

Waar en oprecht verklaard,

Opgemaakt door : (Naam - Voornaam - Functie)	Op
Handtekening: ”.	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 tot invoeging van bepalingen betreffende de hulp aan de woonwagengewoners in het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2019/30888]

Conseil d'Etat. — Incompatibilité

Par arrêté royal du 19 septembre 2019, M. Jurgen NEUTS, premier auditeur au Conseil d'État, est autorisé à exercer, à partir du 1^{er} octobre 2019 et jusqu'au 30 septembre 2020, la fonction d'assistant de pratique à temps partiel (15%) au département "Bedrijfskunde en Publiek Management" de la faculté "Economie en Bedrijfskunde" de l'Université Gent .

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2019/30888]

Raad van State. — Onverenigbaarheid

Bij koninklijk besluit van 19 september 2019, wordt de heer Jurgen NEUTS, eerste auditeur bij de Raad van State, gemachtigd om , met ingang van 1 oktober 2019 tot en met 30 september 2020, het ambt uit te oefenen van deeltijds praktijkassistent (15%) bij de vakgroep Bedrijfskunde en Publiek Management van de faculteit Economie en Bedrijfskunde van de Universiteit Gent.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2019/42177]

Conseil d'Etat. — Incompatibilité

Par arrêté royal du 24 septembre 2019, M. Geert DEBERSAQUES, président de chambre au Conseil d'État, est autorisé à exercer, du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020, une charge d'enseignement à temps partiel à la Faculté de droit et de criminologie de la « Vrije Universiteit Brussel » pour la subdivision de formation « Inleiding tot het recht », à raison de 39 heures.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2019/42177]

Raad van State. — Onverenigbaarheid

Bij koninklijk besluit van 24 september 2019, wordt de heer Geert DEBERSAQUES, kamervoorzitter in de Raad van State, gemachtigd om van 1 oktober 2019 tot en met 30 september 2020 een deeltijdse betrekking van hoogleraar uit te oefenen aan de Faculteit Recht en Criminologie van de Vrije Universiteit Brussel voor het opleidingsonderdeel "Inleiding tot het recht" ten belope van 39 uren.